

droits de l'homme. Cette dimension universelle est complètement niée par la grande chambre.

**NAM :** Est-ce que cet arrêt pourra avoir une incidence négative sur l'adoption d'une loi antinégationniste en France ?

**V. B. :** Je ne pense pas. Il y a assez de matière dans l'arrêt, et notamment de choses positives quant au droit à la dignité des Arméniens, au respect dû à la mémoire des disparus, pour qu'une loi en France puisse voir le jour. Certes, la grande chambre minimise certains textes internationaux, comme ceux des Nations Unies ou du Conseil de l'Europe, telle la Convention sur le génocide, mais en même temps elle en tient compte. À aucun moment elle ne dit : « il n'y a que l'holocauste qui mérite une protection, pour les autres génocides ce n'est pas nécessaire ». De même, elle n'essaye pas de mettre en garde des États, comme la France, qui ont des projets de pénalisation du négationnisme. C'est quand même un point important.

**NAM :** Une dernière question : le rapport de 7 contre 10 est-il courant dans les arrêts ?

**V. B. :** Il arrive que des arrêts de grande chambre soient adoptés à une voix de majorité. En l'occurrence, la majorité est relativement substantielle. Mais 7 juges sur 17, cela a du poids. Surtout que dans cette minorité, il y a le président et un vice-président la Cour, et aussi une autre présidente de section, Isabelle Berro. Ce sont des « poids lourds ». À côté d'eux, ou plutôt contre eux, il y a deux présidents de section, Mark Villiger, mon ancien adjoint quand j'étais greffier de section, et la juge turque. Je pense que le gouvernement suisse aurait pu essayer de récuser Mme Karaka. En même temps, la récusation est assez délicate, car elle peut entraîner un réflexe de corps des juges sur le thème : nous sommes juges et donc a priori impartiaux, etc. Je constate aussi que Dean Spielmann, Josep Casadevall et Linos-Alexandre Sicilianos, qui sont traditionnellement très libéraux en matière de liberté d'expression, ont estimé que la Suisse n'avait pas violé l'article 10. Cette opinion dissidente, extrêmement ferme et très claire, convaincante et pédagogique, est presque plus qu'une consolation. Elle pourra être utilisée dans les démarches à venir pour la pénalisation du négationnisme. ■

*Propos recueillis par  
Ara Toranian*

## MAÎTRE PHILIPPE SCHMIDT, AVOCAT DE LA LICRA PLUS DUR QU'EN PREMIÈRE INSTANCE

Maître Philippe Schmidt, qui défendait les intérêts de la LICRA, déplore que la cour se soit montrée si conciliante avec Périnçek et la pauvreté juridique de l'arrêt.



D.R.

**Nouvelles d'Arménie Magazine :** Est-ce que cette décision est une défaite pour la cause de la pénalisation du négationnisme ?

**Philippe Schmidt :** je trouve cet arrêt encore plus dur que celui de la première instance. Il me semble extrêmement conciliant avec M. Périnçek. J'ai trouvé que la décision de la première chambre, d'une certaine manière, était plus précise sur la problématique réelle. À savoir que la spécificité juridique du génocide arménien est qu'il n'y a pas à son égard, comme pour d'autres génocides, de décision internationale. C'est là-dessus que jouent nos adversaires, et c'est là-dessus finalement que le débat est le plus délicat, du point de vue du droit. Mais ce n'est pas sur ce sujet que la Grande Chambre s'est prononcée. Elle a balayé de manière encore plus large que la première instance et donné raison de manière encore plus immédiate à Périnçek, sans rien dire sur ce débat juridique qui en première instance m'avait l'air plus complet. On ne demande pas aux juges de faire le droit. Mais pourquoi, alors que la loi suisse considère le génocide arménien comme un génocide, estimer que c'est une atteinte à la liberté d'expression que de criminaliser sa négation ? C'est la question. La réponse qui a été apportée n'est pas, par certains côtés, très intéressante. Pour l'avenir, il est compliqué de savoir ce qui va se passer. À divers niveaux, cette décision est moins solide qu'en première instance. Mais c'est évidemment un très mauvais précédent.

**NAM :** Est-ce que cette décision signifie qu'on va pouvoir dire un peu partout en Europe que le génocide arménien est un « mensonge international », sans être inquiété ?

**P. S. :** Non parce qu'on ne demande pas à la cour de faire l'histoire. Et elle ne le fait pas dans un sens comme dans un autre. C'est un peu comme si on disait

qu'avant la CEDH il n'y avait pas eu de génocide. La seule différence entre le génocide arménien et d'autres qui se sont produits après, c'est que pour des raisons historiques, le génocide arménien a été commis à un moment où il n'y avait pas cette justice internationale. Mais on peut s'interroger légitimement sur le sens de cette distinction.

**NAM :** Cet arrêt peut-il avoir une incidence négative sur une éventuelle loi de pénalisation du négationnisme du génocide arménien en France ?

**P. S. :** On a une vraie problématique à régler. On ne peut pas laisser sans défense les victimes du génocide arménien et leurs héritiers. Ce n'est pas possible. On affirme en Europe que la négation du génocide doit être considérée comme un crime pénal. Et sur le cas arménien, on a un problème. Il va falloir être créatif. On a une philosophie qui s'est traduite dans les lois pour la Shoah, mais on n'arrive pas à mettre cette mécanique en œuvre pour le génocide arménien. On aura très probablement des gens pour nous dire « vous ne pouvez pas mettre en place l'équivalent d'une loi Gayssot pour le génocide arménien, puisque ça vient d'être rétorqué par la CEDH ». Ça va être un argument. Mais même si la décision n'est pas très bonne sur ce point, elle nous donne des ouvertures. Mais on a cependant un vrai souci : nous avons des victimes qui pour des raisons d'évolution de la justice internationale, ne peuvent être traitées de la même manière que d'autres. Il faut qu'on réfléchisse et qu'on essaye d'être très intelligents pour que les victimes du génocide arménien et leurs héritiers, bénéficient d'une vraie protection. ■

*Propos recueillis par  
Ara Toranian*